



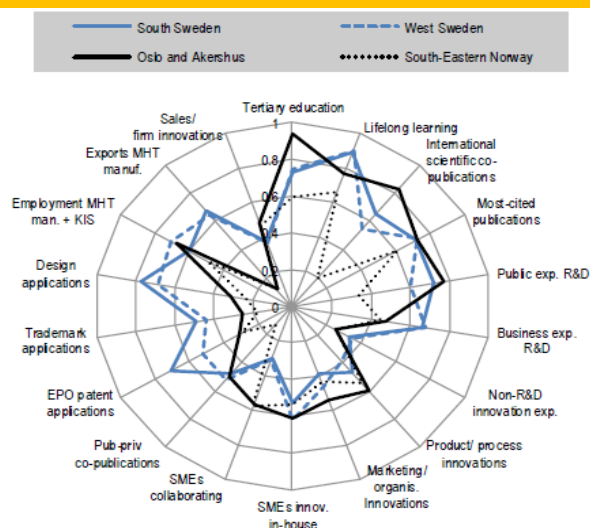
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 152 du 29 mars 2018

Pays Nordiques

Rapport OCDE sur la Scandinavie de l'ouest. L'OCDE a publié le 19 mars 2018 un rapport sur la « mégarégion » située à l'ouest de la Scandinavie. Cette région appartient au corridor TEN-T qui relie la Scandinavie à la Méditerranée, elle s'étend d'Oslo à Malmö, héberge 30% de la population norvégienne et 33% de la population suédoise. Son PIB est proche de celui de la Norvège et représente environ 50% du PIB suédois, ce qui représente 200 Mds€ annuels. L'OCDE la décrit comme bien connectée au niveau des infrastructures routières, mais souligne qu'il existe un déficit d'infrastructures ferroviaires. Les économistes de l'institution rappellent que les flux intra-régionaux se sont fortement développés depuis 30 ans. Malgré des avantages comparatifs évidents concernant notamment l'innovation (cf schéma ci-contre), la région est pénalisée par un niveau de chômage qui n'est jamais redescendu en dessous de 7% depuis la crise de 2008, ce qui s'expliquerait par des difficultés d'appariement. Plus globalement, l'OCDE préconise le développement d'une vision d'ensemble pour la zone permettant aux acteurs de parler d'une seule voix.

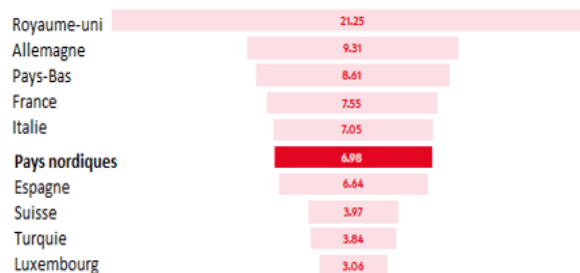


Régional Innovation Scoreboard 2017

Centres financiers. La 23^{ème} édition du Global Financial Centres Index (GFCI) voit les places financières des pays nordiques perdre quelques places. Malgré des initiatives récentes comme la Stockholm International Financial Initiative (SIFI) de la Chambre de commerce de Stockholm, de la Bourse Nasdaq Stockholm et de Stockholm Business Region, la capitale suédoise passe du 39^{ème} rang en 2016 au 44^{ème} rang en 2017 (calcul reposant sur plus de 100 de critères et des données de la Banque mondiale, de l'OCDE, et des Nations Unies). L'objectif affiché par SIFI est de propulser Stockholm parmi les cinq centres financiers les plus attractifs (aujourd'hui 12^{ème}) dès 2020. Derrière Stockholm, les autres capitales nordiques perdent également du terrain : Oslo est 55^{ème} (46^{ème} en 2016), Copenhague 58^{ème} (43^{ème} en 2016) et Reykjavik 93^{ème} (91^{ème} en 2016).

IDE. Les principaux pays bénéficiaires d'investissements directs étrangers (IDE) entrants entre 2003 et 2016 étaient le Royaume-Uni (21,3% des IDE en Europe durant cette période), l'Allemagne (9,3%) et les Pays-Bas (8,6%). Les pays nordiques dans leur ensemble ont, pour leur part, reçu près de 7% des IDE entrants sur la période, à savoir pratiquement autant que l'Italie et légèrement plus que l'Espagne.

Parts des pays européens bénéficiaires d'IDE (2003-2016)



Sources : Nordregio et Copenhagen Economics (base de données Amadeus)

Danemark

Industrie. Le syndicat Dansk Metal, qui estime que la main d'œuvre ne profite pas suffisamment des retombées positives de la reprise dans le secteur industriel, demande des augmentations de salaires. Ces derniers ne progressent en effet que de 2,3% par an, contre une croissance de la productivité de 5% d'après l'organisation. Ces négociations pourraient impacter les augmentations salariales dans de nombreux domaines du secteur privé.

Energie. En attendant que le gouvernement présente, d'ici à l'été, son projet pour un nouveau plan énergie couvrant la période 2020-2030, le lobbying des différents acteurs s'intensifie. Quatre des grandes entreprises du secteur de l'énergie, Danfoss, Grundfos, Velux et Vestas, se sont regroupées dans l'organisation Synergi. Ces entreprises estiment qu'il y a une trop grande focalisation sur les EnR au Danemark, et que l'efficacité énergétique devrait jouer un rôle plus important. Pour le futur plan énergie, Synergi recommande, entre autres, un objectif de 30% de réduction de la consommation d'énergie finale en 2030 par rapport à 2005 (transports exclus) – soit une réduction annuelle de 1,65%. Synergi œuvre également pour une réforme du régime sur l'efficacité énergétique (*energispærdning*).



Bourse. L'indice OMX Copenhagen 20 a progressé de 3,65% en un an (au 28 mars 2018). Les vingt capitalisations boursières danoises les plus importantes représentent désormais 1 106 Mds DKK, soit 148,7 Mds€. Parmi les cinq plus grandes entreprises danoises, seules la brasserie Carlsberg (+13,2%) et le spécialiste des biosciences Ch. Hansen (+17,6%) ont vu leur cours augmenter durant la période. Les progressions annuelles les plus fortes reviennent à Ørsted (+46,7%) dans l'énergie, TDC (+37,1%) dans les télécoms, DSV (33,4%) dans les transports et la logistique, GN Store Nord (+32,7%) dans les solutions audio intelligentes ainsi qu'à Novo Nordisk (+25,7%) pour l'industrie pharmaceutique.

Novo Nordisk. Le fleuron de l'industrie pharmaceutique danoise, qui gère sa trésorerie en devise nationale, a été affecté négativement par les variations de change en 2017, tant pour les devises couvertes que non couvertes. Rapportée en couronnes danoises, la croissance des ventes est donc stable en 2017. Le chiffre d'affaires atteint 111,7 Mds DKK, soit 15 Mds€, principalement effectué en Amérique du Nord (52%) et en Europe (19%). Les trois segments principaux sont les traitements du diabète (81%), de l'hémophilie (9%), ainsi que de l'obésité (2%). Le résultat net croît de 1% en 2017, avec 38,1 Mds DKK, soit 5,1 Mds€. Leader sur le marché des solutions contre le diabète, Novo Nordisk prévoit une forte croissance de la demande sur ce secteur. En effet, le nombre de personnes atteintes de diabète devrait augmenter de 48% d'ici 2045 pour atteindre 629 millions d'individus.

Ørsted. L'ex-Dong Energy, qui s'est donnée pour mission de créer « un monde qui ne fonctionne qu'aux énergies vertes » a vu son chiffre d'affaires diminuer de 3% en 2017, avec un total de 59,5 Mds DKK, soit 8 Mds€. Cependant, l'entreprise enregistre des profits importants, avec un résultat net de 20,1 Mds DKK (2,7 Mds€) – soit une augmentation de 53% par rapport à 2016. Le business model d'Ørsted intègre le développement, la construction, l'opération et la maintenance de champs éoliens on/off-shore et de centrales thermiques biomasse, ainsi que la distribution d'énergie à ses clients. Ces trois domaines d'activités représentent respectivement 90%, 1% et 9% de l'excédent brut d'exploitation (22,5 Mds DKK, soit 3 Mds€ en 2017, en hausse de 18%). L'objectif du plus grand développeur européen d'EnR est d'augmenter de 64% à 80% sa part d'énergies vertes dans la production d'énergie et de chauffage d'ici 2020, puis de dépasser les 95% à partir de 2023, lorsqu'Ørsted aura définitivement exclu le charbon de son mix énergétique.

Danish Crown. En 2017, le premier exportateur de porcs au monde a poursuivi sa stratégie d'expansion et d'internationalisation avec le rachat de DK Foods (leader européen de peppéronis pour pizzas - 800 tonnes produites mensuellement) et de Gzella (entreprise polonaise d'un millier de salariés produisant 6 000 tonnes de viande chaque mois). Avec une progression de 3,3% de son chiffre d'affaires (62 Mds DKK, soit 8,3 Mds€) et une augmentation de 23,4% de son résultat (2 Mds DKK, soit 270 M€) en 2017, Danish Crown est également devenu le 5^{ème} producteur européen de bœuf, grâce à l'acquisition de l'abattoir allemand Teterower Fleisch. Par ailleurs, l'élevage de porcs permet à nouveau, pour la première fois en 10 ans, de générer un réel profit pour les producteurs. L'augmentation de la demande a en effet engendré une augmentation de 12,8% du prix au kilo, passant ainsi à 11,61 DKK en 2017 (1,56€).

Finlande

Inégalités. Le groupe de travail mandaté par le Premier ministre finlandais début 2017 et chargé d'émettre des recommandations sur la lutte contre les inégalités a récemment rendu ses conclusions. Le rapport propose une réforme du système finlandais des prestations sociales, visant à réduire les trappes à inactivité. Divers minima sociaux, tels que l'allocation chômage de base ou bien l'aide au logement, pourraient être fusionnés en une prestation unique, d'un montant proposé de 697€ par demandeur d'emploi. Cette allocation serait dégressive et permettrait de lisser l'effet de la reprise d'emploi, en corrigeant l'écart de revenus auxquels peuvent être confrontés les demandeurs d'emploi lorsqu'ils reprennent un travail. Cette recommandation fait écho à une récente étude de l'OCDE (*Basic Income or a single tapering rule? Incentives, inclusiveness and affordability compared for the case of Finland*) qui préconisait aussi la mise en place d'un crédit universel dégressif indexé sur les revenus. Par ailleurs, le groupe de travail détaille des mesures visant à lutter contre l'endettement des ménages, telles que la révision des conditions d'octroi des crédits à la consommation ou le développement de l'offre de conseil en crédit. En augmentation depuis plusieurs années, l'endettement des foyers finlandais s'élevait à 128 % du revenu disponible à la mi-2017. Dans le domaine de l'éducation, l'abaissement de la scolarité obligatoire à 5 ans (contre 7 ans actuellement) est aussi proposé, le rapport ayant conclu que le caractère relativement tardif de la scolarisation pouvait nuire aux résultats en termes d'acquis scolaires.

Vélos électriques. Dans le cadre de son plan en faveur de la marche et du vélo présenté fin mars, le ministère des Transports finlandais a proposé l'instauration d'une aide à l'achat de vélos électriques, d'un montant de 400 € par achat. Cette subvention proposée pour la période 2018-2021 doit encore être approuvée par le Parlement. L'entrée en vigueur de ce dispositif est prévue au 1er juillet 2018, mais son application pourrait se faire de façon rétroactive et concerner les achats de vélos électriques effectués après le 1er avril 2018.

Finances publiques. Selon les dernières prévisions du think-tank économique finlandais ETLA, le déficit public du pays devrait se résorber plus rapidement que prévu. Il devrait passer de 0,9% du PIB en 2017 à 0,6% en 2018 et 0,1% en 2019, alors que le gouvernement prévoyait en décembre dernier sur un retour à l'équilibre budgétaire après 2020. L'effet positif du dynamisme économique sur les rentrées fiscales, ainsi que les réformes structurelles engagées par le gouvernement contribueraient, selon ETLA, à ce rééquilibrage plus rapide que prévu.



Norvège

Energie/EEE. Le Storting a voté le 23 mars en faveur de l'inclusion du 3^{ème} paquet énergie dans l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). En pratique, le débat et le vote (73 voix pour, 23 voix contre) se sont focalisés sur l'adhésion de la Norvège à l'Agence européenne de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER). Le vote positif a été obtenu grâce aux voix des trois partis du gouvernement (Parti conservateur, Parti du progrès, Parti libéral), ainsi que du Parti travailliste et des Verts. Cette décision a provoqué de fortes réactions parmi les membres en province du parti travailliste, majoritairement opposés à l'adoption du texte. Ce débat témoigne des interrogations de la société norvégienne quant à la place du pays en Europe et à son appartenance à l'EEE. Reste l'étape du vote du Parlement islandais, où les oppositions au texte semblent encore plus grandes qu'en Norvège. Rappelons que l'opposition d'un des trois pays EEE-AELE suffit pour que le texte ne soit pas inclus dans l'accord EEE, et ne s'applique à aucun des trois pays (Islande, Liechtenstein, Norvège).

Statoil/Equinor. Statoil, la plus grosse compagnie pétrolière norvégienne, va devenir Equinor pour refléter sa diversification au-delà de la seule production d'hydrocarbures. Fondée en 1972 pour exploiter les gisements pétroliers norvégiens, l'entreprise est désormais présente dans les EnR avec notamment des champs d'éoliennes en Mer du Nord au large du Royaume-Uni. "Le monde change, Statoil aussi. La plus grande transition jamais observée dans les systèmes énergétiques modernes est en cours, et nous ambitionnons d'être à la pointe de cette évolution", a expliqué le président du conseil d'administration, Jon Erik Reinhardsen, dans un communiqué. Selon l'entreprise, les "nouvelles solutions énergétiques devraient représenter entre 15 et 20% des investissements du groupe d'ici 2030. Equinor combine l'idée d'équité et d'équilibre ("equi") et l'origine géographique ("nor" pour Norvège), explique la compagnie, qui s'écarte ainsi du seul focus pétrolier ("oil") induit par son ancienne appellation. Le changement de nom sera acté lors de l'AG du 15 mai prochain. Le Gouvernement a déjà fait savoir qu'il soutiendrait cette évolution.

Politique commerciale. Contrairement aux membres de l'UE et six autres Etats, la Norvège ne sera pas exemptée des taxes américaines sur l'aluminium et l'acier. La ministre des Affaires étrangères, Ine Eriksen Søreide, a fait savoir qu'elle faisait suivre ce dossier auprès des autorités américaines et qu'elle escomptait un traitement dans le respect des règles de l'OMC. L'entreprise norvégienne Norsk Hydro n'exporte pas directement l'aluminium qu'elle produit de Norvège vers les Etats Unis mais passe par ses usines en Europe et au Proche-Orient. Cependant la direction de l'entreprise redoute que d'autres pays mettent en place des mesures de rétorsion, qui pourraient avoir un effet direct sur son activité.

Pollution. Les autorités brésiliennes ont accusé le groupe norvégien Norsk Hydro d'avoir contaminé l'eau de la municipalité de Barcarena avec des résidus de bauxite qui auraient débordé d'un bassin de dépôt de l'usine Alunorte. L'entreprise, via son directeur général, Svein Richard Brandtzaeg, a reconnu les faits lundi dans un communiqué et a lancé une enquête interne ainsi qu'un audit indépendant. Deux amendes de 10 MBRL (2,5 MEUR) ont été infligées au groupe. Dans le même temps, elle a annoncé vendredi un investissement de 500 MNOK (52,6 M€).

Véhicules électriques. A la fin de l'année 2017, 152 490 voitures électriques ont été immatriculées en Norvège, soit une croissance de 40% par rapport à 2016. On dénombre fin 2017 environ 2,7 millions d'automobiles immatriculées en Norvège, dont 5,1% sont des voitures électriques, contre 3,7% en 2016.

Lutte anti-corruption. Les autorités norvégiennes ont annoncé leur soutien au fonds de lutte contre la corruption en Amérique latine, à hauteur de 9 MNOK en 2018. Ce soutien financier a pour objectif de lutter contre la corruption, l'évasion fiscale et la fuite illégale de capitaux.

Islande

Politique commerciale. Le gouvernement islandais a saisi les autorités américaines au sujet des nouvelles taxes mises en place par l'administration Trump sur l'importation d'aluminium. Bien que l'Islande et la Norvège soient membres de l'EEE, les deux pays ne bénéficient pas des mêmes exemptions que les Etats membres de l'UE qui ne sont temporairement pas concernés par ces taxes. Le ministre des Affaires étrangères islandais a exprimé son mécontentement sur ces mesures protectionnistes, qui devraient néanmoins avoir un impact marginal sur l'industrie sidérurgique islandaise dont 98% des exportations d'aluminium sont à destination de l'Union Européenne.

Inflation. Selon Statistics Iceland, l'inflation a atteint en février son niveau le plus haut depuis 4 ans avec une hausse des prix de 2,8% en glissement annuel, au-dessus de la cible fixée par les autorités monétaires à 2,5%. La banque centrale explique ce mouvement par la hausse des prix des logements et du textile et de l'habillement.

Géothermie/Chine. La société islandaise *Arctic Green Energy*, opérateur de projets dans le domaine des EnR en Asie, a obtenu un prêt de 250 MUSD (202 M€) de la Banque asiatique de développement. Ces fonds sont dédiés à la société *Sinopec Green Energy*, détenue par *Arctic Green Energy* et le groupe chinois *Sinopec*, afin de poursuivre les projets de développement de centrales de chauffage urbain par géothermie en Chine. Fondée en 2006, *Sinopec Green Energy* gère à présent un réseau de chauffage urbain dans 40 villes chinoises pour une population de 15 millions de personnes.



Energie/EEE. Le Parti de l'Indépendance et le Parti du Progrès, tous deux membres de la coalition gouvernementale au pouvoir en Islande, ont adopté des résolutions contre certains aspects du « 3^{ème} paquet énergie » européen. Bien que diverses dispositions de ce paquet législatif aient déjà été transposées dans la loi islandaise, le principal point de désaccord concerne l'agence de coopération des régulateurs d'énergie (ACER). Elle est perçue par ses détracteurs comme une agence « supranationale » qui menace d'empiéter sur la souveraineté islandaise et les attributions de l'agence nationale de l'énergie rattachée au ministère de l'Industrie et de l'Innovation alors que l'Islande n'est pas connectée au marché intérieur européen de l'énergie. Cette opposition, portée par le Président du PI et actuel ministre de l'Economie et des Finances, Bjarni Benediktsson, pourrait trouver écho auprès de la gauche-verte, troisième parti au pouvoir, et ainsi empêcher le parlement islandais d'approuver la transposition d'une partie des textes européens.

Suède

Exportations. Les exportations de biens ont atteint 1 307 Mds SEK en 2017 (136 Mds€), soit le niveau le plus élevé jamais enregistré et en progression de 10% par rapport à 2016. L'ensemble des 21 régions du pays affichent, dans le même temps, des exportations à la hausse. Stockholm reste la région qui exporte le plus (32 Mds€), devant Västra Götaland/Göteborg avec 28 Mds€ et la Scanie/Malmö 11 Mds€. Malgré la forte croissance des exportations, le solde commercial de la Suède sur les biens est resté déficitaire en 2017 pour la seconde année consécutive, avec un déficit atteignant 3,9 Mds SEK (contre 14,7 Mds SEK en 2016). En incluant les échanges de services, le commerce extérieur de la Suède devrait néanmoins rester nettement excédentaire en 2017.

IDE. D'après le dernier rapport de Statistics Sweden, le stock des IDE suédois sortants à destination de France a atteint 70 Mds SEK fin 2016 (contre 58 Mds SEK fin 2015), alors que le stock d'investissements français entrants en Suède recule légèrement, de 46 Mds SEK en 2015 à 43 Mds SEK en 2016.

Crédits hypothécaires. Le secteur suit le même mouvement que dans les autres pays nordiques : les petits acteurs gagnent des parts de marché au détriment des grandes banques locales. En dépit d'une certaine intensification de la concurrence, la distribution de ce type de crédits reste dominée par quatre banques qui ont une part de marché globale de 75% (Swedbank 24%, Handelsbanken 23%, Nordea et SEB respectivement 14%). Le premier concurrent des « big 4 » est la banque publique SBAB qui détient une part de marché de 8%.

Fiscalité. Après plusieurs mois de discussions, le gouvernement a finalement annoncé l'abandon de son projet d'*exit tax* qui visait à limiter les pratiques d'optimisation fiscale des citoyens cherchant à s'installer à l'étranger, temporairement ou non, afin d'échapper à la pression fiscale suédoise, en particulier la taxe sur les plus-values de cessions d'actifs. En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, le gouvernement a confirmé qu'il serait réduit dans un premier temps de 22% à 21,4% puis 20,6% à partir de 2021.

Amazon. Le géant américain de la vente en ligne serait sur le point de s'implanter en Suède avec un domaine spécifique pour ce pays, sur modèle de ce qu'il fait déjà en Allemagne ou en France. L'intensification de sa présence pourrait modifier l'écosystème local, notamment les ventes de livres. En effet, Amazon s'empare généralement de plus de 70% du marché en ligne dans ce domaine. Le secteur du commerce électronique risque aussi de souffrir avec cette intensification de la concurrence.

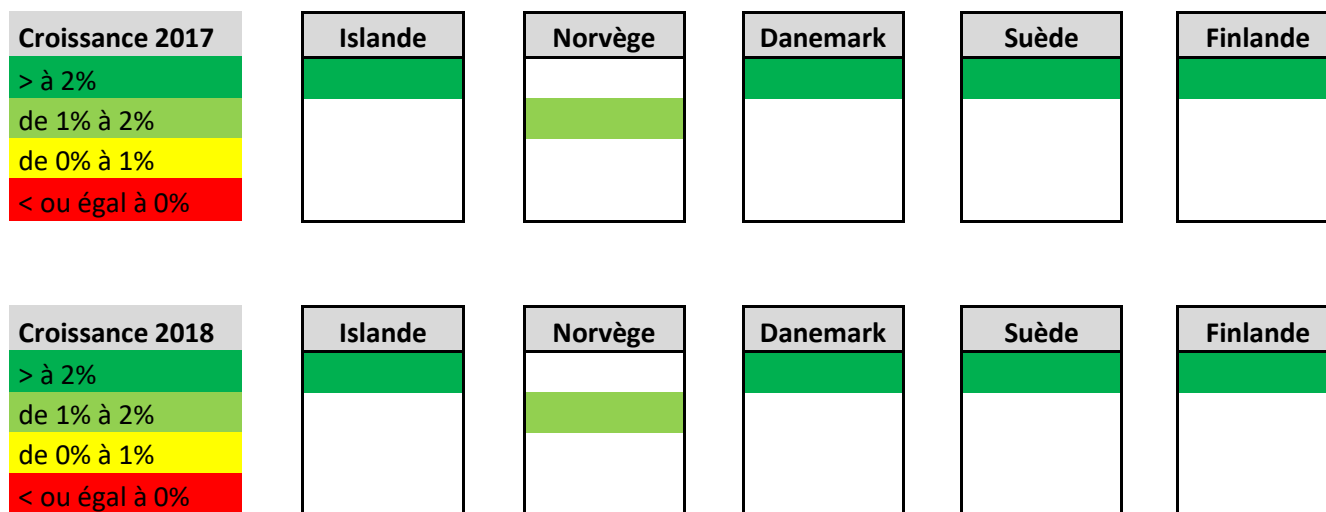
Luxe. Après Chanel, qui possède une boutique de prêt-à-porter à Stockholm dans le quartier aux alentours de Biblioteksgatan et une boutique, Chanel Beauty store, exclusivement dédiée aux cosmétiques et parfums depuis quelques mois seulement, Cartier ouvre également une boutique de 200 m² dans ce quartier qui abrite déjà LVMH, Gucci, Church, Montclair, Prada, Botega Veneta, Mullberry, Céline, etc...

Électromobilité. La start-up suédoise Alelion Energy a annoncé la construction d'une usine de montage de modules et de packs de batteries de 0,5 GWh pour 10 000 véhicules à Göteborg (Torsslanda, proche du site industriel de Volvo cars). Les premières batteries devraient être livrées d'ici fin 2018. Ce projet d'Alelion deviendra la 1^{ère} usine de batteries suédoise pour véhicules électriques (technologie lithium-ion de génération 3) et comptera 20 employés. Les investisseurs sont les entreprises de Göteborg, Pegroco Invest AB et Fouriertransform AB.



La quinzaine nordique – 29 mars 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	3,1	2,4	1,8	1,9	2,5	2,8	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	3,1	2,5	1,9	0,9	2,5	2,9	3,4	3,2
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	1,8	2,0	2,5	2,9	3,8	2,9
Commission*	2,1	2,0	3,3	2,8	1,5	1,6	2,7	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,1	2,4	3,1	2,5	1,9	2,5	2,6	2,6	-	-
Nordea	2,0	1,9	3,2	3,0	1,9	2,5	2,7	2,6	-	-
Danske Bank	2,0	2,0	3,1	2,3	1,9	2,3	2,7	1,7	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,2	-1,3	5,0	3,9	1,2	1,1	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,2	-1,4	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	61,1	60,2	-	-	40,9	37,9	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,8	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

 * *Prévisions d'hiver* (février 2018)

 ** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

 *** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

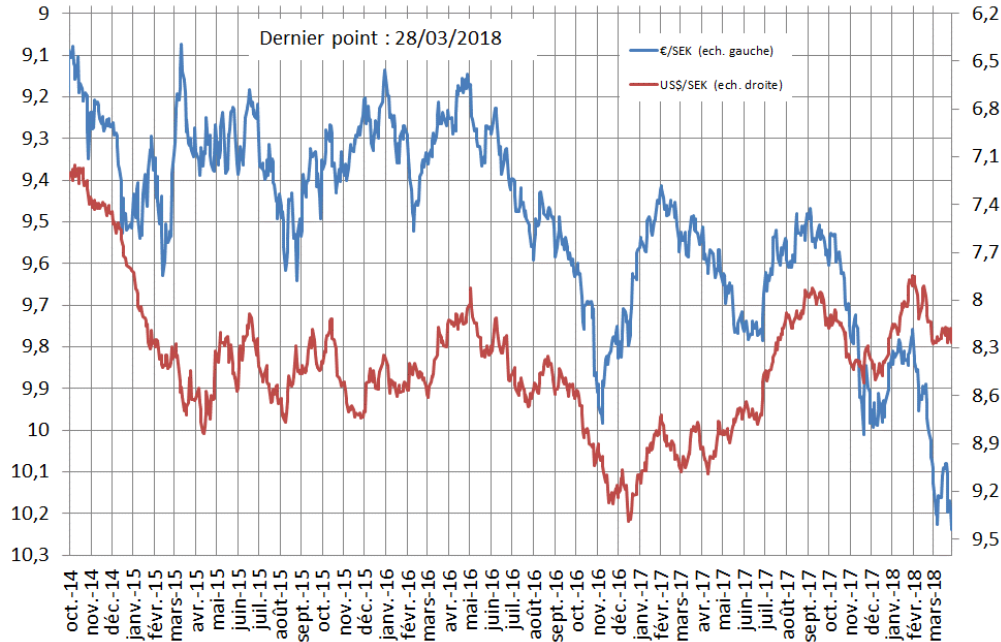
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

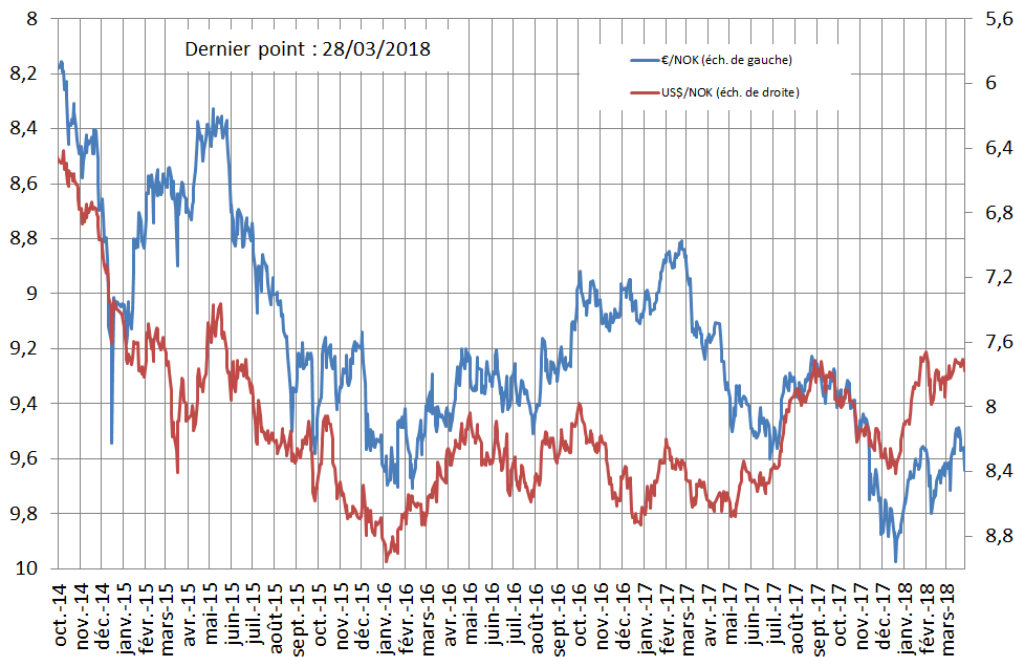


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).